

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

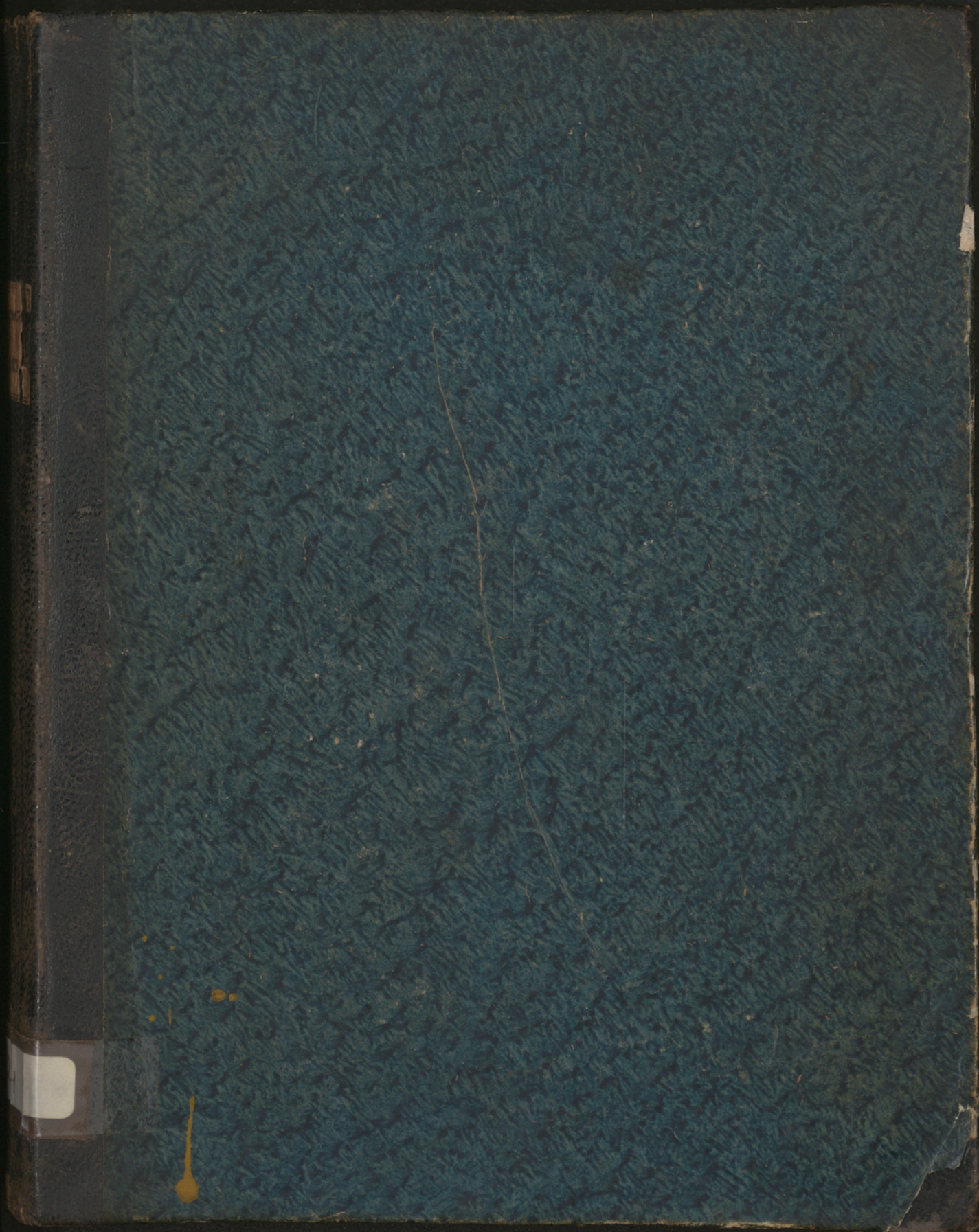
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





lib
10. 10.

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
	Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
	Etienné, docteur en droit	3.
Bourbeau. professeur à Poitiers.	Laplace	3.
	Cabantous	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

M. M.	MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Rau. professeur à Strasbourg.	Laplace	3.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, sup ^t à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, sup ^t à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, sup ^t à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
Machelard, sup ^t à Caen.	Cauvet, idem . . .	7.	



UNIVERSITY OF CALIFORNIA

JURIDICAL



1890

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

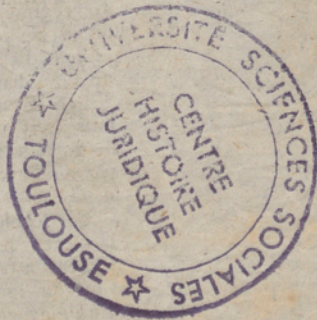
Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le réglemeut de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BRÉS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s
M. DE LAROCHEJACQ
de l'enseignement.

L'ordre du jour est la
latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE F

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendeme

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M.

de la discussion du c

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

clausifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet e

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la c

quelques arguments no

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

C'est un célèbre banquier

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernement

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

THESES

Reo 924/10

AD TITULUM DIGESTORUM

DE HEREDIBUS INSTITUENDIS,

QUAS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJICIET, ET TUERI CONABITUR
DEO FAVENTE ET AUSPICE DEIPARA,

**Pro Cathedrâ de litibus ordinandis, et vice-Cathedrâ, in con-
sultissimâ Jurium Facultate Tolosanâ vacantibus,**

J.-V. MOLINIER,

IN JURE DOCTOR,

Die Julii vii, horâ post meridiem secundâ,

ANNO M DCCC XXXVIII.



TOLOSÆ,

EX TYPOGRAPHIA L. LAVERGNE.

—
M DCCC XXXVIII.

JUDICABUNT :

VV. DD CC..

GARRISSON, Scholarum juris Inspector generalis, in regiâ Curiâ Tolosanâ,
Præses, Legionis honoris Eques, *Præses certaminis.*

DELPECH,
FERRADOU,
LAURENS,
BENECH,
A. CHAUVEAU,
Legionis honoris
Eques,

In consultissimâ Ju-
rium Facultate
Tolosanâ Ante-
cessores.

RESSIGEAC, Legionis honoris Eques,
in regiâ Curiâ Tolosanâ regius Advo-
catus.

PECH, ejusdem Le-
gionis Eques,

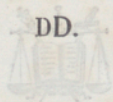
DEJEAN,

DARNAUD,

In eâdem Curiâ
Consilarii.

ARGUMENTABUNTUR :

DD.



Vicarii antecessores,

BEZY,
DUFOUR,
VACQUIER,
MASSOL,
RODIÈRE,
J. JASC.

Juris Doctores.

THESES

AD TITULUM DIGESTORUM

DE HEREDIBUS INSTITUENDIS.

(Lib. XXVIII, Tit. 5.)

I. APUD Romanos paterfamilias summum arbitrium in familiam exercebat: in omni vitâ supremâ gaudebat potestate in liberos, in servos, in omnia sua bona. Successorem moriturus sibi eligebat in universa jura quæ transire in aliam personam poterant. Tutorem liberis impuberibus et, priscis temporibus, mulieri dabat, libertatem servis concedebat, eum instituebat qui sacra privata et cultum penatum familiæ suæ perpetuare debebat. Hoc jus summum lex duodecim tabularum his solemnibus verbis expresserat: *UTI LEGASSIT SUPER PECUNIA TUTELAVE SUÆ REI, ITA JUS ESTO.*

II. Maximi ergò momenti fuit apud Romanos institutio heredis, et qui intestatus moriebatur vix quamdam infamiæ notam effugiebat.

III. Ut in ordinem tractemus quæ nobis dicenda sunt de heredibus instituendis, exponemus discretis partibus:

1^o Quæ fuerit natura institutionis heredum apud Romanos et quomodo fiebat heredis institutio.

2^o Quæ personæ heredes institui poterant.

3^o Quo modo hereditas dividebatur inter plures heredes.

PARS PRIMA.

De naturâ institutionis heredum , et quibus modis fiebat hæc institutio.

I. Cùm introducta fuère testamenta ut legem familiæ faceret paterfamilias, ut successorem eligeret , heredis institutio fuit apud Romanos caput atque fundamentum totius testamenti : ex eo sequebatur nullum intelligi et valere testamentum absque unius heredis vel plurium heredum institutione qui adirent hereditatem.

II. Cùm legem testator dictabat familiæ, olim verbis solemnibus et imperativis fieri debebat heredis institutio hoc modo : TITIUS HERES ESTO. Deindè hanc verborum scrupulositatem omninò abrogavit Constantinus II et voluit valere institutionem quibuscumque verbis factam, modò voluntas defuncti declararetur.

III. Cùm magnâ gauderet favore heredis institutio facillimè veniebat ex interpretatione voluntatis et in istis verbis reperiebatur : LUCIUS HERES... LUCIUS ESTO... ILLA UXOR MEA ESTO... ILLUM HEREDEM ESSE. In istis loquendi modis plus videbatur nuncupatum quàm scriptum, et verba *esto*, *heres*, vel *jubeo* supplebantur.

IV. Quia caput atque fundamentum erat totius testamenti heredis institutio, antè eam olim legari non poterat : sed Justinianus hanc juris formam abrogavit et voluit quocumque loco heredis institutionem factam valere.

V. Heres personam defuncti representat et consequenter in universum jus succedere debet : indè sequitur ex jure romano neminem paganum (1) pro parte testatus pro parte intestatus decedere posse. De eodem defuncto locus simul esse non poterat et successioni legitimæ pro parte et successioni testamentariæ « earum rerum inter se pugna est, *testatus* et *intestatus*, » ait Pomponius. » (L. 7, ff. de R. J.); indè venit heredem institui non posse tantùm ex re certâ, vel ex parte alicujus rei certæ, sed cùm hoc fieret, testator qui præsumebatur voluisse facere testamentum validum,

(1) Aliud erat de milite; de testamento militis dicitur in lib. XXIX, tit. I Digestorum.

videbatur omnium bonorum heredem instituere voluisse : mentione rei certæ ergò detractâ , perindè erat ac si simpliciter sine ullâ rei expressione , heres scriptus fuisset.

VI. In eo casu cùm plures instituti fuerant heredes , hæc rei adjectio in favorem illius cui adscripta erat tantùm valebat , ut tanquam prælegatum , salvâ falcidiâ , veniret. Hoc exemplo patebit : Titius non miles testamentum hoc modo fecit : LUCIUS BONORUM MATERNORUM QUÆ IN PANNONIA SUNT HERES ESTO : SEMPRONIUS ET PAULUS BONORUM PATERNORUM QUÆ IN SYRIA SUNT HEREDES SUNTO. Supponendo , tempore delatæ hereditatis , ære alieno deducto , bona materna valere unicam unciam et deuncem bona paterna , sic judicio familiæ eriscundæ dividetur hereditas : jure erit heres ex semisse Lucius , ex alio semisse heredes erunt Paulus et Sempronius , jure prælegati bona paterna Paulo et Sempronio dabuntur ; sed ex eis semunica detractabitur ad implendam quartam falcidiam Lucii.

VII. Hoc jus deindè immutavit Justinianus in eo quod voluit , cùm plures essent heredes , eos qui ex certâ re scripti forent tanquàm legatarii haberi tantùm , et cæteris dumtaxat vel contrâ eos actiones hereditarias in solidum competere , qui soli successores forent in universum jus.

VIII. Ex iisdem principiis etiam fluit hereditatem ex die certo vel ad diem certum à Pagano non rectè dari , nàm testator remaneret intestatus usquè ad diem præfixam institutioni , vel post illam diem. In istis casibus , vitio temporis sublato , manet , pleno jure , tanquàm pura institutio. Dies contrâ incertus conditionem in testamento facit et suspendit jus heredis.

IX. Honestus debet esse finis institutionis. Si quis ergò imperatorem litis causâ heredem instituerit ut eum adversarium præberet ei cum quo litigat , non valet institutio , nàm ex principali majestate occasionem calumniæ capi non oportet.

X. Nec magis valerent captatoriae institutiones quibus quis heredem institueret eò tantùm animo ut ipse institueretur , veluti si ità scripsisset : TITIUS SI MÆVIUM TABULIS TESTAMENTI SUI HEREDEM A SE SCRIPTUM OSTENDERIT PROBAVERITQUE HERES ESTO. Attamen non videntur captatoriae institutiones in quibus mutuae affectiones provocatæ sunt absque animo captandæ hereditatis.

XI. Institui possunt heredes vel *purè* , vel *sub conditione*. De conditio-

nibus institutionum tractatur in speciali Digestorum titulo (*Lib. XXVIII, tit. VII*) et de iis à nobis tractandum non est.

SECUNDA PARS.

Quæ personæ institui possunt.

I. Heredes institui possunt qui testamenti factionem cum testatore habent, ait Ulpianus (*frag. tit. 22, § 1*); maximè inquirendum est cum agitur de ultimis voluntatibus an hæres habeat cum testatore testamenti factionem passivam.

II. Generaliter institui heredes possunt omnes qui in jus defuncti civis romani succedere possunt vel successorem præbere possunt, id est homines liberi, sive patresfamilias, sive filiifamilias et servi tam proprii quàm alieni etsi aliquâ infirmitate corporis vel mentis laborent, tanquàm muti, surdi, mente capti. De iis omnibus hæc tamen dicenda sunt:

III. Apud Romanos diversæ erant heredum species. Alii erant *necessarii*, alii *sui ac necessarii*, alii *extranei* seu *voluntarii*.

IV. NECESSarii heredes erant *servi proprii* à domino instituti nec postea venditi vel manumissi. Expediebat enim dominis, cum solvendo non essent, servum heredem instituere qui sacris privatis curam daret et cujus nomine bona venderentur ut ignominiosam bonorum possessionem creditores non obtinerent. Servi in hoc casu dicebantur heredes necessarii quia statim à morte domini, ipso jure, ignorantes et etiam inviti, fiebant heredes tenebanturque subire omnia onera hereditaria. Illis tamen concessum fuit à prætore beneficium separationis ut possent separari ab hereditate domini ea quæ industriâ suâ vel ex aliorum liberalitate acquisierant, ne ultrà vires à creditoribus circumvenirentur (*L. 1, § 18, ff. de separationibus*.)

V. De servis necessariis hæredibus hæc notanda sunt: 1^o Cum libertate instituendi sunt, attamen eam ipsis datam ex solâ institutione presumi Justinianus voluit. — 2^o Aliundè eis libertas deberi non debet, nam si, verbi gratiâ, eâ lege testator servum emerat ut manumitteretur, proprio jure perveniret ad libertatem, et necessarius heres non esset. — 3^o

Ut deferatur servo et libertas et hereditas, nam proprius servus heres esse non potest sine libertate. — 4° Ut sit in dominio testatoris et tempore testamenti et tempore mortis et præterea, si sub conditione fuerit institutus, quum extiterit conditio. Media tempora non attenduntur. — 5° Servus proprius heres institutus et postea alienatus novo domino acquirit hereditatem. Si verò vivo testatore manumissus fuerit, sibi acquirit hereditatem et non fit heres necessarius quia et libertatem et hereditatem ex domini testamento non consequitur. — 6° Qui solvendo non est unicum dumtaxat servum necessarium nè creditores fraudentur instituere potest; undè si plures servos scripserit heredes, qui primus scriptus est venit solus ad hereditatem.

VI. *Sui ac necessarii* heredes erant liberi in potestate testatoris tempore mortis constituti et in primo gradu tempore delatæ hereditatis. Dicebantur *sui* heredes tanquam bonorum paternorum, quæ ex illorum prosperâ fortunâ magnâ ex parte provenire poterant, etiam patre vivente, quodammodo in familiâ domini. Hi quoque statim ignorantes et etiam inviti heredes fiebant. Eis prætor concessit *beneficium abstentionis*, ut, quamvis hereditariis creditoribus jure civili tenerentur, tamen in eos actio non daretur si vellent derelinquere hereditatem. (L. 57, ff. de acquir. velomitt. heredit.)

VII. Sub conditione filius heres institutus, si, pendente conditione, se in adrogationem dederit, necessarius non fit heres.

VIII. Heredes *EXTRANEI* seu *VOLUNTARII* sunt illi qui potestati testatoris subjecti non sunt et quibus liberum est vel adire, vel non adire hereditatem, verbi gratiâ, filii à matre instituti, filii emancipati à patre instituti, servi alieni, etc. De his hæc notanda sunt :

IX. Cùm *servus alienus* heres institutus acquirat suo domino hereditatem, ex personâ domini testamenti factio etiam conspicienda est : indè, verbi gratiâ, servus peregrini heres institui non potest. — Hereditas ambulat cum servo herede instituto; si alienatus fuerit antequàm adeat, novi domini jussu debet adire. — Hereditarius servus antè aditam hereditatem institui rectè potest quia hereditas defuncti locum obtinet et in eo casu testamenti factio requiritur cum defuncto. — Servus addictus pœnæ, damnatus ad gladium, ad bestias, vel in metalla, hæres inutiliter instituitur.

X. Qui apud hostes est rectè instituitur, nàm propter jus postliminii, si reversus fuerit, adire poterit hereditatem : quòd si apud hostes decedat, corruet ejus institutio. — Servus ejus etiam rectè instituitur, nàm si reversus sit ab hostibus eum jubere potest adire hereditatem ; si verò ibi decesserit, propter fictionem legis Corneliæ ejus hereditas per servum hereditatem acquiret.

XI. *Latini Juniani* propter legem Juniam capere hereditatem prohibebantur nisi mortis testatoris tempore vel intrà diem cretionis cives Romani facti fuissent. (ULPIAN. *frag. tit. XXII*, § 3.) *Dedititii* tanquàm peregrini testamenti factionem non habebant. Sed evanuerè hæ prohibitiones, sublata à Justiniano libertininitatis omni differentiâ.

XII. *Cælibes*, lege Juliâ, de maritandis ordinibus, vetebantur nisi qui genere defuncto essent proximi, quicquam ex testamento capere, si intrà centum dies cretionis legi non paruisent (ULP. *Frag. T. XXII*, § 3).

XIII. *Orbi*, id est qui liberos non habebant, ex eadem lege Juliâ et Pappiâ Poppeâ, prohibebantur plus capere ab extraneo quàm dimidiam partem eorum quæ relicta erant (ULP. *Frag. Tit. XVII*, § 1).

XIV. *Mulieres* heredes institutæ lege Voconîâ minimam tantùm bonorum partem capere poterant : id jus postea imminutum fuit legibus Juliâ et Pappiâ Poppeâ ergà eas quæ jus liberorum acquirebant.

XV. Legibus decimariis non ampliùs *conjugi* ex conjugis testamento caperi licebat quàm decimam partem bonorum quæ augeri poterat ex liberorum numero vel ex aliis circumstantiis (ULP. *Frag. Tit. XV* et *XVI*).

XVI. Omnes hæ prohibitiones abrogatæ fuerunt et ampliùs non vigeant tempore Justiniani.

XVII. Qui incestis nuptiis se polluerunt, nec se, nec sobolem instituere possunt ; nec mulier adulterum suum, nec hic illam.

XVIII. *Liberi naturales* ex concubinâ nati eorumque mater unicam tantùm unciam ex patris testamento capere potuerunt cùm superstites essent legitimi liberi : si sola concubina supersit, semi-unicam tantùm capere potest.

XIX. Qui ad secundum vel etiam ulterius matrimonium transit, non plus relinquere potest novo conjugì quàm uni ex liberis prioris matrimonii et quidem cui minimùm relinquit.

XX. Ex constitutionibus christianorum imperatorum institui hæredes non potuerunt *apostatæ*; nec *hæretici*, in certis casibus, nec *Judeorum* collegium.

XXI. *Incerta persona* institui non potest, V. G. *quisquis primus ad funus meum venerit*, quia in electione successoris certum debet esse testatoris iudicium et certa persona instituti (ULP. *Tit. XXII*, § 4). Justinianus voluit valere hujus modi testatorum voluntates quotiescumque exitum habere possent, ut apparet ex § 27 *Institut. de legatis*. Sed constitutio de qua in isto paragrapho loquitur, non extat in codice ut videtur *lib VII*, *tit. 18*. In vetustissimo codicis manuscripto, hæc refert CAJACIUS invenisse: *iste titulus unam constitutionem habet Justiniani, totam Græcam, quæ tenet folia octo, id est quaternionem unum*.

XII. *Posthumi alieni* tanquàm incertæ personæ olim considerabantur et non poterant institui heredes, sed id jus deindè immutatum fuit et tempore Justiniani eorum valebat institutio, modò mater jure testatori uxor esse potuisset.

XXIII. *Fictæ personæ* quæ non tanquàm singulares in oculos incurrant, sed mente tantùm ac cogitatione informantur, incertarum personarum nomine veniebant. Olim heredes institui prohibebantur, sed sensim jus antiquum immutatum fuit, maximè privilegiis concessis, et tempore Justiniani *pauperes*, *captivi*, *civitates*, etc., capere hereditates per eos qui eorum bona administrarent, potuerunt.

XXIV. De extraneis heredibus qui, statim et ipso jure, non fiunt heredes, hæc sunt observanda: si pura sit institutio, factio passiva testamenti eis cum testatore esse debet tribus temporibus, sive ipsi heredes instituuntur, sive hi qui in potestate eorum sunt, scilicet: tempore testamenti facti ut constiterit institutio, et tempore mortis et aditionis hereditatis ut effectum habeat, quamvis aditio quocumque tempore facta quoad effectus retrahatur ad tempus mortis. Si sub conditione heres institutus sit etiam tempore existentis conditionis, testamenti factio in herede existere debet. Medio autem tempore inter factum testamentum, mortem testatoris vel existentem conditionem mutatio juris heredi non nocet,

PARS TERTIA.

De divisione hereditatis inter heredes et de jure accrescendi.

I. Cùm plures sunt heredes, inter eos dividi debet hereditas; nam ex naturâ rerum uni duo pro solido heredes esse non possunt. — Jàm etiam vidimus ex principiis juris Romani neminem partim testatum partim intestatum decedere posse, et indè hæ veniunt regulæ :

II. Si plures sint instituti heredes sine partium assignatione ad successionem venient æquis partibus.

III. Si ex heredibus institutis quis deficiat, ejus portio legitimis heredibus non defertur, sed cæteris accrescere debet.

IV. Attamen legibus Juliâ et Pappiâ Poppæâ latis, novum introductum fuit jus de *caducis* et partes eorum qui non capiebant tùm liberis et parentibus testatoris usquè ad tertium gradum, tùm fisco delatæ fuerunt. Deindè hæ leges jàm à Constantino et Theodosio imminutæ, omninò abrogatæ fuerunt à Justiniano constitutione quæ reperitur in codice et quæ titulum præbet de *caducis tollendis*. Ex eo tempore jus pristinum restitutum fuit et portiones deficientium coheredibus institutis accrescerunt.

V. In istâ materiâ verba quibus testator manifestavit voluntatem suam maximè sunt ponderanda, et hæ quatuor dari possunt regulæ :

1^o Si heredes *conjuncti* sunt *re et verbis*, id est, si eâdem formulâ ad eandem hereditatis partem plures instituuntur, veluti : TITIUS ET SEIUS EX SEMISSE HEREDES SUNTO, SEMPRONIUS EX ALIO SEMISSE HERES ESTO; in isto casu in duas dividitur partes hereditas et si ad hereditatem non veniat Seius, ejus portio accrescere debet Titio.

2^o *Re tantum* dicuntur *conjuncti* heredes cùm, separatis quidem formulis, in eandem tamen hereditatis partem plures instituuntur, veluti si scripserit testator : TITIUS EX PARTE DIMIDIA HERES ESTO, SEIUS EX PARTE DIMIDIA; EX QUA PARTE SEIUM INSTITUI, EX EADEM PARTE SEMPRONIUS HERES ESTO. Seius et Sempronius eundem semissem habebunt, et si unus eorum deficit, pars ejus tantum accrescit alteri.

3^o *Verbis tantum* facta est conjunctio in isto casu : TITIVS HERES ESTO ,
GAIUS ET MEVIUS ÆQUIS EX PARTIBUS HEREDES SUNTO ; nam testator censetur
non tam conjunxisse quàm celerius dixisse et ideò æquè hereditatis par-
tes ad omnes pertinebunt, et si unus deficit , ejus portio accrescit om-
nibus.

4^o Semper circà heredes etiam *ignorantibus* vel *nolentibus* deficientis
cum onere accrescit portio, quia nemo pro parte adire potest hereditatem
et pro parte non adire, nam nunquàm partim testatus , partim intes-
tatus venire debet testator.

VI. Ex iisdem etiam principiis fluit vel unicum heredem institutum ,
vel plures totam habere debere hereditatem , etsi partes factæ fuerint et
testator integræ hereditatis distributionem non fecerit , tres casus po-
nendi sunt :

1^o Vel testator *totum* assem distribuit et tùm verbis testamenti stan-
dum est.

2^o Vel *minus* quàm as integer distribuit et tunc si certis heredibus
partes assignaverit , aliis assignationem partium non fecerit , quod dis-
tributum non fuit iis qui sine partibus scripti sunt venire debet. —
Si omnibus distributionem fecerit et partem vacantem reliquerit , singu-
lis heredibus pars non distributa accrescit pro parte expressâ.

3^o Si *plus* asse distributum fuit pro ratâ parte fieri debet cuique di-
minutio. — Si plures unciaë quàm duodecim distributæ sint et quidam
heredes scripti fuerint sine parte , testator videtur hereditatem suam plu-
ribus ponderibus dividisse , duobus aut tribus assibus , etc. , usus fuisse,
et tunc fit transitus ad *dupondium* , ad *tripondium* , etc.¹

¹ *As* nihil aliud erat quàm *libra* romana quæ in *duodecim uncias* dividebatur. *Dupondium*,
tripondium , duo pondera , tria pondera , duo asses , tres asses.

QUÆSTIONES PRÆCIPUÆ.**I.**

An veniat heredis institutio ex jure naturali et quoad formam tantum sit juris civilis? — Affirmativa placet.

II.

An, vigente lege Voconia, virgines vel mulieres heredes institutæ non solidum, sed aliquid tamen ex testamento capiebant? — Affirmativa placet.

III.

Institutus est heres ex re certâ et alius heres simpliciter qui jam, ignorante testatore, tempore conditi testamenti mortuus erat, valebit nê testamentum? — Valebit et institutus ex re certâ efficietur heres in solidum.

IV.

Testator sine expressâ libertate proprium servum ex parte instituit heredem. Eundem servum legavit alio heredi. Valebit nê legatum? — Non valebit, servus tanquam heres veniet ad successionem.

V.

An jus accrescendi cum aliquo effectû inter heredes institutos à testatore prohiberi possit? — Coheredi accrescebit pars hereditatis, sed tanquam ex fideicommisso eam heredibus legitimis restituere tenebitur.

VI.

Nepotem quem filius incestuosus ex legitimo matrimonio genuit, avus heredem instituere non potest.

VII.

Filii naturales legitimati heredes rectè instituuntur , sed eis pars major hereditatis non potest relinqui quam filio legitimo minorem habenti portionem.

VU :

Le Président à la Cour royale , chargé provisoirement des fonctions d'Inspecteur général des écoles de Droit , Président du Concours ,

GARRISSON.

QUESTIONES PROPOSITAE

VII.
I.

Filii naturales legitimam heredes recte instituuntur, sed eis pars major hereditatis non potest relinqui quam filio legitimo minore portionem.

II.

An, vigente lege Voconia, virgines vel testatrices non admittantur ad heredes institutos ex testamento capiebant? — Affirmativa placet.

VU : III

Es President de la Cour royale, chargé de l'exécution des fonctions d'inspecteur général des écoles de Droit, Président du Concours, — ?

VI

GARRISON.

Ab institui et ex munere proprium servum ex parte institui debet. Non — ? Munus legatum aliis heredi. Valuit non legatum? — Non. Monachus de iure servum mancipat servus, tunc.

V

Ex parte agendi cum aliquo quodam modo institui debet. Non — ? Munus legatum aliis heredi. Valuit non legatum? — Non. Monachus de iure servum mancipat servus, tunc.

VL

Neque enim quodam modo institui debet. Non — ? Munus legatum aliis heredi. Valuit non legatum? — Non. Monachus de iure servum mancipat servus, tunc.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



